

ÉTUDIANTS AFRICAINS

Etudier à Lilliput

David Wagner

Depuis 2002, les étudiant-e-s africain-e-s ont leur propre organisation sur le site de l'Université du Luxembourg. Des relations nord-sud à leur situation au Luxembourg, ils ont beaucoup à dire.

« Oh, ça c'est une question que l'on m'a souvent posée ! », lance spontanément Ghislaine Ndeutchi, étudiante camerounaise de 24 ans en Master d'informatique à l'Université du Luxembourg (UDL). Mais comment éviter cette question : vivant sur un autre continent, comment peut-on en venir à choisir le Luxembourg, petit pays parfois même méconnu des voisins directs, comme lieu d'études ? « Quand je suis arrivée, je me suis attendue à voir de grandes choses. Je n'avais aucune idée du Luxembourg, je ne savais même pas qu'il y avait une langue appelée le luxembourgeois. C'est à partir de ce moment que j'ai compris pourquoi on me posait toujours la question. » Le Luxembourg, le grand inconnu. Ce fut aussi le constat de Fabien Atangana, 19 ans, camerounais lui aussi et étudiant en première année de droit : « Mon père nous racontait que le Luxembourg était le pays le plus riche, et je

m'attendais à voir un grand pays très beau. C'est vrai qu'il est très beau, mais il est aussi très petit ! »

L'arrivée au Luxembourg est presque toujours le fruit d'une coïncidence. Pour Ghislaine, le choix du grand-duché s'est imposé par le truchement d'un ami du grand frère qui y avait travaillé. Fabien, issu d'une famille travaillant dans le milieu économique, a un père qui a fait ses études en France - il connaissait donc le Luxembourg, tout comme le grand frère. Mais ce choix peut aussi se faire plus consciemment. C'est le cas de Cessi Bakary, du Sénégal, qui est en deuxième année de philologie allemande : « Etudiant l'allemand, il est normal de connaître les régions où la langue est parlée. » Jean-Xavier Manga, sénégalais et étudiant en droit, qui préside également le Cercle des étudiants africains (CEAL), avait quant à lui localisé le Luxembourg en Belgique.

Ces présentations mènent très vite à la question des relations nord-sud et sont présentes jusque dans les motivations universitaires. Pour Jean-Xavier Manga, il est clair « qu'à l'époque de la globalisation, personne n'habite nulle part. Il est primordial aujourd'hui de vivre dans le cadre des relations entre le nord et le

sud. Quand je reviendrai au Sénégal, connaissant le Luxembourg, je pourrai être un 'facilitateur' pour la collaboration. » Cette démarche est certainement opportune, car c'est une fois arrivé ici qu'il a appris que son pays était un pays-cible de la politique de coopération luxembourgeoise.

Mais que pensent-ils de la politique de développement européenne envers le groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique ? Pour Gisèle Dakeu, 27 ans, de nationalité camerounaise et étudiante en 4e année d'informatique, « la politique de développement est une forme de colonialisme masqué, étant donné que la plupart des sociétés nationales, une fois libéralisées seraient reprises par les sociétés européennes ». Mais pour Manga, une certaine responsabilité incombe également aux dirigeants africains qui « doivent se rendre compte qu'ils doivent prendre en main les destinées de leur pays » et ne pas rester dans une relation de dépendance. De plus, les cas de 'copinages' au niveau des entreprises, de l'Etat et des grandes écoles n'aideraient pas non plus au développement des pays. « La coopération au développement, cela devrait également être du 'donnant-donnant' », avant d'ajouter, avec humour, « que

cela signifie que les Africains pourraient aussi apporter aux Luxembourgeois plus de sociabilité, comme manger ensemble dans des bols au lieu de vos assiettes individuelles ! »

« La coopération au développement, ça devrait être du 'donnant-donnant' »

Autre thème important : la question de la fuite des cerveaux. Sont-ils favorables à des lois obligeant les boursiers à retourner, au moins pour une certaine période, dans leur pays natal ? « C'est une bonne chose », estime Ghislaine, « mais encore faudrait-il que les gouvernements retiennent ces cerveaux en leur créant des emplois. » - « Il ne faut pas non plus oublier le transfert des technologies », ajoute Gisèle, « une fois mon diplôme d'informatique en poche, sur quoi vais-je travailler ? »

Depuis sa création en 2002, le CEAL regroupe l'ensemble des étudiant-e-s issu-e-s du continent africain. Un nombre non négligeable, qui s'élève, selon Jean-Xavier Manga, à 117 étudiant-e-s de 17 nationalités dif-